



Mauvais état des forces de sécurité... Et maintenant, on agit ?

Il n'aura fallu que six petits mois d'enquête aux sénateurs François Grosdidier (LR) et Michel Boutant (PS) pour révéler, dans le cadre d'une commission parlementaire, ce que l'UNSA Police dénonce depuis des années : « les policiers sont au bout du bout... »

Vague de suicides, malaise, mal-être, perte de sens du métier, démotivation et découragement sont les termes qui reviennent tout au long de cette enquête, exprimant « **une véritable crise qui met en péril le bon fonctionnement du service public de sécurité** ».

Amateurisme dans la prise en compte des risques psychosociaux, gestion des ressources humaines déficiente, une formation et un management d'un autre siècle...

La faillite est à tous les niveaux.

Ajoutons à cela une exposition croissante aux violences verbales, physiques et terroristes : **plus de vingt morts en service et près de 20 000 blessés par an pour les forces de l'ordre.**

N'oublions pas, bien sur, la « reconnaissance » de l'État: parc automobile vétuste, locaux insalubres, sanctions disciplinaires à tour de bras, **vingt deux millions d'heures supplémentaires non payées et non récupérées...**

« Pour l'UNSA Police, ce rapport oublie qu'une grande partie de ces maux est née de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), avec la perte de 13000 effectifs entre 2008 et 2012, la mise en place de la politique du chiffre et la méritocratie, et que les économies faites à l'époque sur le dos des forces de l'ordre et sur la sécurité des français, n'ont jamais pu être rattrapées.

Aujourd'hui le constat est là...et ne doit pas rester sans effet...

Pour l'UNSA Police il est urgent que soit élaboré un livre blanc de la sécurité intérieure permettant l'adoption d'une loi de programmation, fixant un cadre budgétaire pluriannuel.

Cette loi de programmation, devra dès 2019 prendre en compte l'ensemble des revendications et des réalités quotidiennes des agents du ministère de l'Intérieur.

Nous avons largement dépassé le stade du mécontentement et le risque de renoncement est bien présent.

« La sécurité des français, première des libertés, en dépend ! »

Philippe Capon
Secrétaire Général



UNSA Police, autonome & indépendant